DECLARATION LIMINAIRE

CDAS des Bouches du Rhône du 9 novembre 2018

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis pour le dernier CDAS de l'année 2018. Cette année fut catastrophique pour les services publics et les personnels qui les font vivre.

Au prétexte de la sacro-sainte réduction des dépenses publiques, le gouvernement a lancé dès septembre 2017 son plan d'attaque global contre la fonction publique. Le premier round a consisté à mettre en place le programme Action publique 2022. Ce programme vise à détruire en grande partie le service public, en transférant des missions au secteur privé (un phénomène déjà à l'œuvre à la DGFIP) et en en abandonnant purement et simplement d'autres. Pour y parvenir, le gouvernement utilise les vieilles recettes: mise en place d'une commission (CAP 22) rassemblant des pseudos experts acquis au démantèlement de la Fonction Publique.
Le deuxième round de ce plan global a fait l'objet d'une communication spécifique le 1er février 2018 avec l'annonce au 1er comité interministériel de la transformation publique, d'un plan en quatre chantiers qui constituent autant d'attaques globales contre le statut de la fonction publique: développement du recrutement de contractuels en lieu et place des agents fonctionnaires, amplification de la rémunération au mérite, mobilité forcée dans les trois versants de la fonction publique ou le privé avec plan de départ volontaire, sans oublier la disparition d'instances du dialogue social sur le modèle de la Loi travail Aux privatisations viennent désormais s'ajouter toute une série de mesures qui accélère la dégradation de nos conditions de travail. Que penser des dernières annonces du gouvernement concernant les aides aux vacances comment ne pas y voir encore un peu plus de mépris et de provocation .Pour Solidaires Finances, cette situation, dégradée, n'est en rien inéluctable. Nos revendications et notre engagement restent plus que jamais légitimes. Défendre nos missions, les conditions de vie au travail, le pouvoir d'achat c'est défendre le service public.
Pour Solidaires Finances, la fonction publique et les services publics constituent un atout et une richesse pour notre pays et ne doivent en aucun cas être regardés comme un simple coût ou une vulgaire charge. La fonction publique et les services publics sont garants de l'intérêt général, de l'égalité de traitement des usagers et enfin de la justice sociale. C'est ce projet que nous défendons en tant que fonctionnaires mais aussi en tant qu'usagers.

La récente note du 15 octobre 2018 sur la réorganisation de la sous direction des politiques sociales et des conditions de travail laisse présager le pire. C'est en effet cette sous-direction qui a pour projet de fusionner les 3 associations historiques qui gèrent les séjours enfants et adultes, le logement, et la restauration à Paris et cette sous-direction qui pilote les délégations locales de l'Action Sociale.

Pour Solidaires Finances, le réseau des délégations est le principal vecteur de proximité géographique, et l'interlocuteur indispensable pour garantir une action sociale au plus près des besoins des agents des ministères économiques et financiers.

Solidaires Finances continuera de se battre pour que les agents de Bercy puissent bénéficier d'une action sociale ministérielle de qualité répondant à leurs besoins

Solidaires Finances a tout mis en œuvre pour défendre la délégation des Bouches du Rhône en interpellant à plusieurs reprises la secrétaire générale, jusqu'à demander une audience lors du dernier CNAS du 10 juillet. Aucune réponse à cette demande légitime n'est venue de Paris : à croire que le pouvoir central est sourd et que la réorganisation est le sésame magique à l'absence criant de personnel. Le dédain, le mépris pour « la province » et la légèreté furent les seules attitudes adoptées par le secrétariat général.

L'heure est venue de réaliser le bilan de l'activité de l'ensemble de la Délégation à l'Action Sociale. Les sorties enfants, la journée des anciens, et la sortie famille ont été des francs succès. Ce sont autant d'encouragements pour continuer à œuvrer sur cette même voie en 2019.
Concernant la délégation stricto sensu, le constat est malheureusement différent.
L'équipe de la délégation, en sous-effectif, souffre depuis l'élection de la nouvelle déléguée. Le secrétariat général n'a jamais levé le petit doigt pour venir en aide à la nouvelle récipiendaire et à l'équipe. Solidaires Finances ne peut que le regretter.
Solidaires Finances remercie l'ensemble de la délégation pour le travail accompli au cours de l'année 2018 malgré un service en sous-effectif criant, des congés maladies qui sont la conséquence directe de la surcharge de travail et des agents en difficulté.
A l'heure ou le ministère s'empare de la question des RPS, quid des agents de la délégation ?
Solidaires Finances salue le travail effectué malgré tout et apprécie la mise en place du récent groupe de travail pour la rédaction du cahier des charges pour le choix des prestataires des séjours enfants et la sortie adulte.
L'avenir est plus sombre encore, car se profile la fin des cadeaux offerts aux enfants des agents pour l'arbre de Noël pour une gestion déshumanisée corollaire du tout dématérialisé. C'est un non-sens de vouloir appliquer à toute la France une recette parisienne. **Nous ne baissons pas les bras**.

Marseille n'est pas Paris, et Solidaires Finances se battra jusqu'au bout pour éviter la disparition de ce moment de joies et de partage unique dans l'année.